



Donnez vous des élus de gauche supplémentaires qui pourront changer l'Europe en agissant au sein de l'assemblée européenne qui à de véritables pouvoirs

Les citoyens peuvent penser que le parlement européen ne peut pas jouer un rôle positif sur leur situation.

En fonction de la composition politique de l'assemblée européenne qui a des pouvoirs réels, les élus peuvent vraiment changer les choses.

En effet, les pouvoirs réels du parlement européens sont très importants.

Le parlement a :

- un pouvoir législatif, il rédige et adopte les lois.

- un pouvoir budgétaire sur les dépenses, il reparti l'argent

- Des pouvoirs de contrôle de l'exécutif

par la nomination de la présidence de la commission européennes et des membres de la commission

- Un pouvoir de recours auprès de la Cour de justice de l'Union européenne

- Un pouvoir de prise en compte des pétitions venant des citoyens .

Choisir des élus de gauche a donc toute son importance.

Le 9 juin n'oubliez pas d'aller voter, c'est important tant la politique européenne pèse sur la vie quotidienne de chaque citoyen et citoyenne. Et pour être sûr de ne pas vous tromper, voter pour la liste « Gauche Unie Pour Le Monde Du Travail » conduite par

Léon Deffontaines

**A Suresnes le vote se fait avec des machines électroniques
Donc : touche 33**



MARCHÉ DE SURESNES CE MATIN 02 JUIN 2024.



Beaucoup de monde ce dimanche, et à une semaine des élections, les différentes forces en présence sont là avec leur matériel et leurs militants. Toutes sauf le RN, sûr de son fait, les macronistes, en débandade, et les Verts, qui n'ont pas de militants sur le terrain.

L'accueil est bon, beaucoup de gens disent vouloir s'informer avant de faire leur

choix et prennent tous les tracts, d'où une ambiance bon enfant. Mais il faut sans cesse rappeler que c'est la semaine prochaine et qu'il y a un seul tour.

Beaucoup expriment leur sympathie à l'égard de Léon Deffontaines et de sa belle campagne. Toutefois, une jeune femme, qui dit par ailleurs qu'elle votera pour lui, le trouve un peu trop « dur » et le compare, sur la forme, à Bardella. Nous nous mettons d'accord sur le fait que c'est le combat politique contre le RN qui est « dur », et que dans ce combat les autres forces politiques ont scandaleusement courbé l'échine, ce qui nous fait apparaître, nous, comme « durs » et intransigeants. Une intransigeance que nous revendiquons. Ce qui n'exclut pas l'ouverture.

Un gros bonhomme joufflu, lunettes de soleil accrochées à son pull, pointe sur moi un doigt accusateur et m'invite à boire un verre dimanche prochain à la santé de Le Pen. Premier degré ? Second degré ? Il passe vite son chemin.

Un cadre retraité du ministère de la défense, militant CFDT, m'alerte sur la baisse vertigineuse du pouvoir d'achat des retraités ; « il y a de plus en plus de retraités pauvres ». Il est bien d'accord que les salariés pauvres sont eux aussi en nombre croissant, mais il persiste à penser, « sans trop d'illusions » dit-il, que les leviers essentiels se trouvent désormais au niveau européen. Il ne sait pas encore pour qui il va voter.

Beaucoup de gens disent ne plus rien comprendre à la situation, « On marche sur la tête », l'expression revient souvent. Une retraitée s'inquiète de devoir se rationner pour se soigner. Une autre regrette « le temps d'avant », où les choses avaient un sens, où la pauvreté était, croit-elle, maîtrisée. J'insiste sur le fait que les gains de productivité, les progrès exponentiels des connaissances et des savoir-faire devraient garantir un nouvel avenir de santé et de longévité, et que ce sont bien les logiques capitalistes de profit qui détériorent et inversent cela.

Difficile tout de même de parler finance et choix d'investissement, comme par exemple avec ces militants socialistes qui ne jurent que par « une répartition plus juste des logements sociaux, pour éviter d'avoir à construire toujours plus »...

Conversation courtoise avec des partisans de Bellamy ravis d'apprendre que lui et moi sommes d'anciens collègues, et qui soulignent n'avoir rien de commun avec « cette excitée de Marion Maréchal ». Quand je leur réponds que j'en veux à la droite d'avoir rompu avec le gaullisme et couru derrière les racistes et les xénophobes, une dame se tourne vers ses collègues : « Voyez, le monsieur dit comme moi ».

Une jeune femme, salariée du commerce, s'indigne de la proposition faite par la cour des comptes d'instaurer un délai de carence de 7 jours en cas d'arrêt maladie. Elle en tient Macron pour responsable. Je ne manque pas de lui rappeler que cette noble institution qu'est la cour des comptes coûte elle-même à la Nation 200 millions d'euros par an, tout cela pour engraisser des gens chargés de prêcher l'austérité aux autres.

Un militant LFI m'interpelle, rigolard, sur le fait que nous serions tenus par le « programme de la Nupes » et que nous devrions nous effacer. Il a la jovialité arrogante de celui qui a bien réussi son coup. Mais quand je prends un peu le temps de lui parler de la vie réelle, des services publics (il est enseignant), des salaires, de l'inflation, là il se liquéfie et il ne rigole plus. Il est prêt tout d'un coup à tout nous concéder « pourvu qu'on fasse front commun plutôt que de s'écharper ». Et il finit par m'avouer, un peu piteux « je suis prêt à voter Fabien Roussel le jour où Roussel fera 10% et Mélenchon 5% ». A quoi bon poursuivre une telle discussion ?

Avec les camarades, nous tirons la conclusion que la situation



est très ouverte. Il y a beaucoup de confusion dans les têtes, ce qui favorise l'abstention, et aussi une libération de la parole raciste, mais pas d'illusion et encore moins d'enthousiasme. Les baudruches gonflées le temps d'une élection se dégonfleront tout aussi vite, et nous devons continuer le travail de fond.

Grève à l'hôpital Foch,

Le personnel agit pour les salariés et les conditions de travail. Il réclame notamment l'application de la revalorisation du travail de nuit ainsi que des week-ends, fériés de jour comme de nuit promise par le gouvernement en janvier 2024 et que la direction de l'hôpital Foch n'applique pas.

Une pétition lancée par Frédéric BOCCARA

candidat sur le liste de Léon Deffontaines en direction de: Emmanuel MACRON Président de la République Française, Christine Lagarde Présidente de la BCE (Banque centrale européenne), Ursula Van Der Leyen Présidente de la commission européenne.

Non à l'austérité à l'hôpital !

Créer un Fonds européen de développement des services publics Les milliards de la BCE pour l'hôpital et les services publics

Pourquoi cette pétition est importante ?

Les milliards de la BCE pour l'hôpital et les services publics pas pour le capital et la guerre !

Réunis à Antraigues sur Volane, ville symbole de la France belle, rebelle et internationaliste, nous lançons cet appel qui s'adresse à toute la France.

Les urgences hospitalières fermées le soir dans notre département, un manque chronique de soins adaptés en psychiatrie, des déserts médicaux qui s'étendent. Ça suffit ! L'Ardèche est aussi un des rares départements à ne pas avoir de transport ferroviaire de voyageurs, les fermetures de classes et le manque d'enseignants sont chroniques.

Nous savons bien que le problème est général et touche l'ensemble des services publics, dans tout le pays et même toute l'UE. C'est pourquoi nous lançons cet appel à l'ensemble de nos concitoyens à l'occasion des élections européennes, mais aussi au-delà pour faire bouger le rapport de forces. Car on peut beaucoup en mettant en commun les forces des peuples d'Europe pour le progrès social. Nos services publics partout sont exsangues. Un tournant d'austérité renforcée a été pris par la Banque centrale européenne (BCE) dès 2022. Il est conforté par le Pacte budgétaire européen adopté par les gouvernements des différents pays de l'UE (via leurs ministres des finances). Le gouvernement français, comme tous ceux de l'Union européenne, s'est empressé de le mettre

en œuvre (deux fois 10 Md€ de restrictions en 2024 et 20 Md€ annoncés pour 2025). C'est inadmissible. Il affaiblit nos services publics encore plus. Il démultiplie les souffrances, enfonce nos concitoyens et nos pays dans les difficultés. Il empêche de relever les défis écologiques, sociaux et humains auxquels nous devons faire face. C'est cela qui renforce les tensions sociales, la désespérance et donne du grain à moudre à l'extrême-droite, à la désignation de boucs émissaires et au racisme.

Pour l'hôpital, l'éducation, les transports ferroviaires (fret et voyageurs), la recherche, l'écologie et bien d'autres, il faut des milliards d'euros. Ils doivent être mis en priorité dans la formation, la création d'emploi, les salaires et non dans la finance, le capital et les armes. Ceci dans tous les pays de l'Europe, à l'encontre de tous les nationalismes et égoïsmes. Notre gouvernement doit abandonner ses projets d'austérité et s'engager vers un développement massif et ambitieux des services publics.

La BCE peut et doit avancer les milliards nécessaires au plus vite. C'est nécessaire et efficace. Il faut une toute autre utilisation de l'argent de la BCE. C'est l'argent commun, créé par une institution publique. Une véritable Union européenne, solidaire, doit ainsi mettre en commun de façon démocratique les forces des différents pays pour le progrès social et non pour l'austérité.

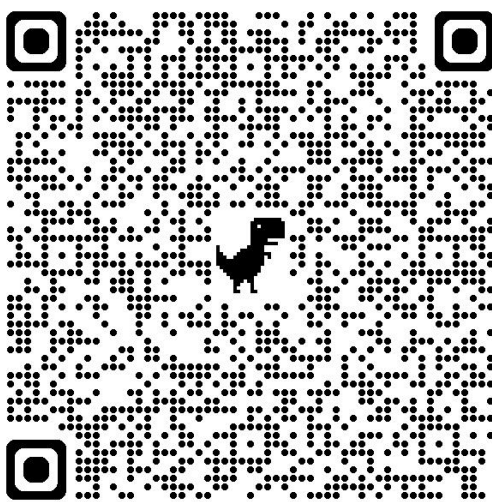
1- Nous demandons des embauches et formations massives pour développer les services publics (dont, en France, 100.000 soignants à l'hôpital, 20.000 formations de médecins par an, 90.000 enseignants, mais aussi dans les collectivités, à la SNCF, dans les transports publics, dans le service public de l'environnement, ...).

2- Nous demandons tout particulièrement, des « pré-recrutements » pour la santé, l'éducation et le transport ferroviaire de fret et de voyageurs, c'est-à-dire l'ouverture de places de formation dans ces filières, avec une rémunération pour les étudiant.e.s, un engagement d'embauche par le service public et un engagement, par l'étudiant.e, de travailler dans le secteur public, pour un temps déterminé, avec reconnaissance de la formation jusque dans le salaire.

3- Un accès de tous les personnels des services publics à une formation et l'ouverture d'un chantier de transformation de celles-ci.

4- **Pour financer cela, nous demandons la création d'un**

Fonds européen de développement solidaire des services publics, financé par la création monétaire de la BCE (l'article 123-2 du Traité sur le fonctionnement de l'UE le permet), finançant à 0% les États de toute l'Union européenne, s'ils développent l'emploi et la formation dans leurs services publics, sous contrôle démocratique des représentants des salariés et des usagers, des élus nationaux et européens.



Pour signer utilisez ce Qrcode
ou cette adresse
[https://www.change.org/
ServicesPublicsBCE](https://www.change.org/ServicesPublicsBCE)

EXPOSITION DES CARICATURES ANTI-GUERRE DE LA VILLE JUMELÉE DE KRAGUJEVAC

Cela se passe en Europe!

Beaucoup de suresnois ont oublié qu'en mars 1999 la ville jumelée de Kragujevac en Serbie a été l'objet de bombardements par les forces de l'OTAN avec la participation de la France de la Belgique et des États-Unis et sans le feu vert e du Conseil de Sécurité de l'ONU. Ces pays ont osé, toute honte bue, bombarder cette ville symbolique de massacres opérés en octobre 1941 par les nazis qui ont tué 5 000 civils dont de très nombreux jeunes arrêtés dans leurs écoles. Ce fut l'un des plus grands massacres effectué par l'armée d'occupation nazie dans ce pays si résistant aux nazis.

L'Otan visait le site industriel de l'usine automobile Zastaval'usine propriété du groupe étatique socialiste et fleuron de l'industrie automobile nationale de l'ex-YougoslavieAet aujourd'hui les capitaux étrangers du groupe automobile Stellantis (ex-Fiat Chrysler Automobiles) s'en sont emparé .

Kragujevac n'a pas oublié et sa population organise un Salon international de la caricature anti-guerre dont le contenu, était exposé à la Médiathèque de Suresnes . Ce Salon international est une exposition d'œuvres de caricaturistes internationaux et se déroule tous les deux ans. Il est présenté au public dans plus de 40 villes dans 20 pays du monde entier. La ville de Suresnes, jumelée avec Kragujevac depuis 1967, le soutient et affiche ainsi son attachement profond aux valeurs de paix et à l'expression libre contre la guerre et la violence, en décernant un prix au lauréat sélectionné par un jury international. Pour l'édition 2023, Fan Lintao, caricaturiste chinois, a remporté le prix de Suresnes.

Le message de paix que ce salon envoie au monde a été largement soutenu par les artistes : pas moins de 1 008 caricatures anti-guerre ont été soumises par 427 auteurs de 47 pays.

A notre avis l'attachement a la paix de notre ville devrait être plus mis en avant aussi à propos de Gaza et en poussant à la recherche de la paix en Ukraine.

Pour rappel la ville de Suresnes avait soutenu l'action contre la Serbie en suspendant le jumelage avec la ville de Kragujevac, ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui avec la ville Israélienne de Holon en dépit du fait que ce pays assassine la population de Gaza.



Elections Européennes

En Juin 2024 reprenons la main en France et en Europe avec la liste de **Léon Deffontaines**

Avec le PCF je passe à l'action !

_____ **J'adhère au Parti Communiste Français**

_____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**

_____ **Je souhaite recevoir les informations**

générales du PCF

Nom : Prénom :

Adresse

Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com

